## 1.

Le point de départ d'une interprétation honnête de la situation brésilienne est que la plus grande partie de la gauche, y compris les forces politiques les plus influentes, a sous-estimé Bolsonaro – certaines plus que d'autres – au moins depuis 2017. L'explication de ce dédain est compliquée. La réponse simple mais insuffisante est que la gauche modérée a sous-estimé Bolsonaro car comprendre l'attrait du discours de l'extrême droite, après plus de treize ans au pouvoir, nécessiterait une profonde révision autocritique. Il y a là un élément de vérité. Après tout, quelque chose a dû très mal fonctionner pour qu'on en arrive là.

Mais il ne suffit pas de constater que Bolsonaro a entraîné la majorité de la classe moyenne pour diverses raisons ; le défi est de savoir pourquoi la majorité de la classe ouvrière organisée, c'est-à-dire l'ancrage social du PT depuis les années 1980, ne s'est pas mobilisée pour défendre le gouvernement de Dilma Rousseff [en 2016]. Cette absence de soutien est inquiétante. En conséquence, la gauche modérée a adopté la tactique quiétiste consistant à parier sur la défaite de Bolsonaro lors des élections de 2022, en prédisant une usure inévitable.

## 2.

La réponse simple de la gauche «super-révolutionnaire» est que Bolsonaro était essentiellement un accident électoral : les forces de la classe ouvrière seraient intactes, et le renversement de Bolsonaro reste à construire, car la disposition des directions les plus influentes fait défaut. Il y a là aussi un élément de vérité. Après tout, il est injustifiable que les gouverneurs des États collaborent institutionnellement avec le gouvernement d'extrême droite. En outre, cela diminue la signification réactionnaire du coup d'État parlementaire [contre Dilma Rousseff en août 2016], dissimule la confusion qui régna face à lui et camoufle le sens de l'offensive bourgeoise enclenchée après décembre 2015.

En conséquence, ces «super-révolutionnaires» ont adopté la tactique de l'offensive permanente, pariant sur un «dépassement à gauche» des directions majoritaires, avec la précipitation politique qui serait justifiée dans une conjoncture considérée comme pré-révolutionnaire. Pour résumer cet ensemble d'orientations : il est encore très difficile d'accepter que nous sommes confrontés à un ennemi dangereux, une force politique néofasciste disposant d'une base sociale.

## 3.

La situation a changé avec la pandémie en mars/avril. Dès le début, il était clair que les difficultés seraient multiples et de toutes sortes. Les conditions n'étaient même pas garanties pour une mise à disposition des masques. La prédiction selon laquelle la pandémie prendrait la forme d'une calamité humanitaire était consensuelle. Quand bien même le défi n'aurait pas déjà été très important, les positions de Bolsonaro ont transformé la crise sanitaire en crise politique.

Le gouvernement méprise la gravité de la pandémie ; deux ministres de la santé sont démissionnés ; une fraction de la bourgeoisie, la majorité de la classe moyenne, et les

gouverneurs des principaux États rompent avec la politique du gouvernement. Enfin, Bolsonaro met en doute la nécessité d'un confinement (même partiel), intègre de nombreux officiers des forces armées au gouvernement ; lance un raid de la police fédérale ; oblige Sergio Moro [ministre de la Justice] à démissionner ; et favorise les mobilisations qui prônent l'auto-coup d'État.

## 4.

Lorsque la pandémie a frappé le pays, la majorité de la gauche, modérée et radicale, a estimé que ce serait un défi énorme et sans précédent que de mener une stratégie de santé et une politique de réduction des risques à l'échelle nécessaire pour contenir une telle contamination accélérée. La part de la population économiquement active ayant des contrats de travail est limitée à moins de la moitié : un peu plus de 30 millions dans le secteur privé, et 12 millions dans la fonction publique. Quarante autres millions ne pourraient même pas survivre sans l'aide de l'État. La construction d'un confinement strict ne serait pas possible, car la majorité bourgeoise y est opposée.

L'analyse était que la combinaison d'une calamité humanitaire et d'une crise économique affaiblirait le gouvernement Bolsonaro. Des dizaines de milliers de morts [plus de 120 000 selon la Johns Hopkins University], des dizaines de millions de chômeurs, une crise sociale aiguë : par conséquent, une opportunité devait se présenter. Cette prévision a été confirmée au cours des quatre premiers mois. Mais le mois dernier, la situation a changé et Bolsonaro s'est remis sur pied. On a de bonnes raisons de penser qu'il s'agit d'une oscillation temporaire, passagère et transitoire. Il y a des tendances et des contre-tendances, des facteurs qui exercent une pression dans un sens et d'autres qui les neutralisent partiellement. La vérité est que l'incertitude règne toujours.

## 5.

De nombreuses analyses ont mis l'accent sur le renversement de tendance de la conjoncture :

(a) la distribution d'une aide d'urgence de 600 reais à 65 millions de personnes, la politique publique d'assistance la plus ample et la plus complète de l'histoire ;

(b) un retrait de Bolsonaro de la stratégie d'auto-coup d'État après l'arrestation du conseiller Fabricio Queiroz [ex-conseiller du député et sénateur Flavio Bolsonaro], la démission d'Abraham Weintraub [ministre de l'Education d'avril 2019 au 20 juin 2020, directeur exécutif de la Banque mondiale depuis juillet 2020], et une nouvelle attitude face au STF (la Cour suprême fédérale) par rapport aux enquêtes contre ses fils, l'un député, l'un autre sénateur, et par rapport à l'accusation de «cabinet de la haine» [offensive menée par des conseillers de Bolsonaro appuyant un réseau de blogs qui menaient des bombardements visant tout type d'opposants, depuis les intellectuels, les artistes, les journalistes jusqu'aux politiques, aux institutions], par rapport aux fakenews et à la corruption dans son environnement familial ;

(c) la renégociation de l'arc des alliances au sein du Congrès national en incorporant la majeure partie du Centrão [partis du centre] comme une des bases du gouvernement ;

d) la renégociation avec la bourgeoisie d'un budget d'urgence pour 2021 qui maintient le plafond des dépenses [qui avait été fixé sous Michel Temer en fin 2016], une réforme administrative qui introduit le déclencheur de la réduction des salaires de la fonction publique, et une réforme fiscale qui simplifie le recouvrement mais n'augmente pas la charge fiscale ;

(e) l'impossibilité pour la gauche de compter sur les mobilisations de masse dans les rues en raison de la pandémie, même s'il y a eu de vaillantes luttes défensives telles que le boycott des livraisons, la grève à Renault à Curitiba, et celle du métro de São Paulo, ainsi que la résistance à la rentrée scolaire ;

(f) enfin, la tendance à la banalisation de la pandémie dans une partie importante de la base sociale et électorale de Bolsonaro.

## 6.

Parmi tous ces facteurs, le moins bien compris est la naturalisation de la pandémie, surtout chez les partisans de Bolsonaro. Il se trouve qu'ils représentent au moins un tiers de la population. C'est un problème : un problème d'ordre scientifique et un problème à résoudre. Différentes recherches ont montré qu'il existe une forte corrélation entre ceux qui n'ont pas peur ou craignent moins le danger de la pandémie et ceux qui soutiennent le gouvernement. Ce dernier est plus soutenu par les hommes que par les femmes, par les personnes âgées que par les jeunes, par les moins instruits que par les plus instruits, et plus dans le sud que dans le nord-est du pays.

La banalisation de la pandémie reflète en gros la tendance à déresponsabiliser les gouvernements face à cette calamité sanitaire, et repose sur de nombreux facteurs, dont il semble difficile de discerner le poids spécifique, mais que l'on peut énumérer de la sorte :

(a) beaucoup de confusion sur ce qu'est la maladie et une méfiance à l'égard des informations scientifiques ;

(b) l'impression qu'il s'agit d'une fatalité punissant de mort les personnes âgées et les malades ;

(c) l'imputation d'une responsabilité aux victimes elles-mêmes, car elles ne seraient pas en mesure de prendre soin d'elles-mêmes ;

(d) une pression pour réactiver l'activité économique, beaucoup plus intense chez les propriétaires de petites entreprises et les travailleurs informels ;

(e) une fatigue due au confinement après cinq mois et une anxiété quant au retour à une routine de vie normale ;

(e) une perception que le pic de la pandémie est passé et que les risques sont acceptables.

Même si l'on tient compte de ces facteurs et d'autres encore, la progression de l'apathie, de l'indifférence et de l'insensibilité d'une partie de la population face à une tragédie humaine aussi dévastatrice que la pandémie devrait suffire à nous provoquer. Après tout, pourquoi ? La banalisation de la mort n'est pas normale. Mais la vérité est que la brutalisation de la vie n'est pas une surprise au Brésil. Il s'agit d'une routine sociale et

politique. Elle repose sur la déshumanisation des plus pauvres, des Noirs, des invalides.

Elle a des racines profondes propres au Brésil : l'esclavage et l'inégalité sociale comme raciale. Elle est donc soutenue par une force idéologique, une vision du monde qui soutient la banalisation de la pandémie. En renvoyant les formes économiques de l'organisation sociale contemporaine aux caractéristiques d'une nature humaine invariable – l'homme comme loup pour l'homme – la réaction brésilienne fonde la justification du capitalisme sur l'inégalité naturelle. La rivalité entre les hommes et la bataille pour la richesse serait un destin inévitable. Nous sommes le mal. Une impulsion égoïste ou une vocation paresseuse, une ambition insatiable ou une avarice incorrigible définiraient notre condition.

Il s'agit évidemment là d'une forme de fatalisme : l'individualisme serait l'essence de la nature humaine ; l'organisation politique et sociale devrait s'adapter à l'imperfection humaine, et se résigner. Une humanité dominée par la mesquinerie, la férocité ou la peur aurait besoin d'un ordre politique discipliné, donc répressif, qui organiserait les limites de ses luttes internes comme une forme de «réduction des risques». En bref, et en étant direct : le droit à l'enrichissement serait la récompense des entrepreneurs, ou plus courageux, ou plus capables, et de leurs héritiers. La propriété privée ne serait pas la cause de l'inégalité, mais une conséquence de l'inégalité naturelle.

C'est parce qu'il y a tant de capacités et de dispositions différentes qui distinguent les hommes que, selon les défenseurs d'une nature humaine rigide et inflexible, la propriété privée existe, et non l'inverse. La diversité des individus, innée ou acquise, serait le fondement de l'inégalité sociale. Par conséquent, le capitalisme serait le seul horizon historique possible et la limite du souhaitable. Car avec le capitalisme, en principe, n'importe qui peut contester le droit à l'enrichissement.

Le marxisme n'a jamais prétendu que la nature humaine serait par essence faite de générosité ou de solidarité. Il n'a pas non plus fait valoir qu'il serait impossible de reconnaître les caractéristiques d'une essence humaine. Ce qui distinguait le marxisme des autres tendances égalitaires était l'insistance sur l'idée que la condition humaine ne pouvait être comprise que comme un processus d'évolution historique à partir de rapports sociaux, un processus qui laisse de nombreuses possibilités ouvertes.

L'humanité a transformé sa relation avec la nature, et s'est transformée par le travail. Reconnaissant que la nature humaine ne peut être comprise qu'à partir des rapports sociaux, le marxisme a convenu qu'il y a des déterminations qui changent, et d'autres qui restent plus ou moins constantes pendant une période historique, qui peut être plus ou moins longue, jusqu'à ce que celles-ci aussi évoluent.

Dire que l'essence humaine est conditionnée par la forme dominante des rapports sociaux suppose de reconnaître que, si celles-ci favorisent l'envie et l'ignorance, alors une majorité d'êtres humains se comporteront avec avidité et brutalité. Mais cela ne signifie pas que ces actions répondent à des impulsions innées. La collaboration et les conflits ont toujours été présents dans les relations sociales, à des degrés divers, tout au long du processus d'évolution. Non seulement nous sommes des êtres sociaux, mais nous sommes aussi l'une des formes de vie les plus sociales. Si la capacité de collaboration n'existait pas, nous n'aurions pas survécu.

*

**Article paru sur le site *Esquerda Online*, le 28 août 2020; traduction rédaction *A***

***l'Encontre*** **revue par *Contretemps*.**

*L'historien Valério Arcary est militant révolutionnaire depuis les années 1970. Il a rejoint le mouvement trotskyste pendant la révolution portugaise, et est retourné au Brésil en 1978. Il a été membre de la direction nationale du Parti des Travailleurs jusqu'en 1972, et président du Parti Socialiste des Travailleurs Unifié (PSTU), l'une des principales organisations trotskystes brésiliennes, de 1994 à 1998. Il est maintenant un membre dirigeant de Resistência, un courant révolutionnaire au sein du Parti pour le Socialisme et la Liberté (PSOL).*